

**REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN
RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).**



Ottawa, le 04 mars 2013.

A Son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo
à Kinshasa/Gombe.

Copie pour information:

- A Monsieur le Président du Senat
Congolais,
- Au Président de l'Assemblée Nationale
Congolaise,
- Au Premier Ministre et Chef du
Gouvernement,
- Au Ministre de l'Intérieur, Sécurité,
Décentralisation et Affaires
Coutumières,
- Au Président de l'Assemblée Provinciale
du Sud-Kivu,
- Au Gouverneur de la Province du Sud-
Kivu,
- Aux Députés Nationaux et Provinciaux
élus d'Uvira (Tous),
- A l'Administrateur du Territoire d'Uvira
- Aux Chefs des Collectivités Chefferies
du Sud-Kivu (Tous),
- A Monsieur Richard Nijimbere Kinyoni
III,
- ✓ A Monsieur le Secrétaire Général de
l'ONU,
- A Monsieur le Président en exercice de
l'Union Africaine,
- A Monsieur le Président en exercice de
la SADEC,

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

- Aux Commandants des brigades de la Monusco (tous),
- Aux Signataires de l'Acte d'Engagement (Tous),
- Aux Chefs des Partis Politiques Congolais (Tous).
- Aux Compatriotes nationalistes Congolais

Son Excellence Monsieur le Président de la République,

Concerne: Réquisitoire contre l'Acte d'Engagement signé par la Notabilité en rapport avec la récurrente et légitime contestation populaire de la Chefferie dite « des Barundi » dans la Plaine de la Ruzizi en République Démocratique du Congo.

La diaspora congolaise constituée notamment des **Bafuliiru et Bavira du territoire d'Uvira**, dans la Province du Sud-Kivu, cosignataires de la présente, a suivi avec intérêt l'évolution de la récurrente tension communautaire résultant de **la remise en question du statut et de la gestion politico-administratifs de la Collectivité Plaine de la Ruzizi, illégalement rebaptisée « Collectivité Chefferie des Barundi»**, en Territoire d'Uvira, Province du Sud-Kivu et tenons à dénoncer, par la présente, à la face du monde et de tous les Compatriotes Nationalistes Congolais, aussi bien la légitimité que la légalité de l'Acte d'Engagement ayant sanctionné la rencontre du 28 au 29 septembre 2012 à Uvira entre les signataires dudit acte et l'actuel Ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières. Pour nous, cet acte est sans objet, vide de sens, injustifié, provocateur et calomnieux. Le pire en est que ce prétendu règlement du conflit s'inscrit dans la logique irrédentiste de nos voisins et agresseurs Barundi, Banyarwanda et Ougandais dont le rêve est de conquérir de gré ou de force une partie de notre Territoire national avec la complicité de certaines puissances néocoloniales. De ce fait, ledit acte est une très haute trahison de la Nation Congolaise - par ses initiateurs

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

et signataires dont la qualité reste sujette à caution- de nature à attiser davantage des rancœurs, à susciter la méfiance, à raviver les hostilités et à exacerber les tensions intercommunautaires.

Monsieur le Président,

Notre initiative patriotique repose sur des considérations à la fois légales, historiques, factuelles ainsi que sur la qualité douteuse des signataires.

A. Sur le plan légal

En effet, sur le plan légal le décret-loi 081 du 2 juillet 1998 portant organisation territoriale et administrative de la République Démocratique du Congo en son article 141 et la loi organique no. 08/016 du 16 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les Provinces en son article 67 définissent la Chefferie comme « un ensemble généralement **homogène** des communautés traditionnelles organisées sur la base de la **coutume** et ayant à sa tête un chef coutumier désigné par la coutume, reconnu et investi par le pouvoir public ».

Quant à sa gestion, les deux textes sont unanimes et sans équivoque: « Elle (entendez la chefferie) est administrée conformément aux **coutumes**, sous réserve des dispositions du présent décret-loi, il s'agit du décret-loi 081 du 2 juillet 1998, de la présente loi organique no 08/016 du 07 octobre 2008, et pour autant que ces coutumes ne soient contraires ni aux règles de droit, ni à l'ordre public et aux bonnes mœurs ». Il s'en suit que:

- Il n'y a de chefferie que celle fondée sur la **coutume**;
- Les communautés composantes d'une chefferie sont non seulement **traditionnelles** mais aussi **homogènes**;
- L'organisation des communautés composantes de la collectivité a pour base la coutume.

Cela étant, la loi congolaise fait de la coutume congolaise la pierre angulaire, mieux l'essence-même, de la chefferie comme entité/subdivision territoriale nationale. Le

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

bon sens du législateur congolais se trouve ainsi corroboré par la signification que Le Petit Larousse Illustrée, édition 2011, donne du terme « collectivité » à savoir, « Territoire régi par un chef coutumier » (p.190). Tandis qu'à la page 264 du même dictionnaire, « La coutume est un ensemble des dispositions sociales cohérentes transmises par la tradition, par opposition à la loi écrite, décidée par une autorité politique ». Alors, n'est-ce pas un truisme d'affirmer que l'attribution du statut de collectivité chefferie à la Plaine de la Ruzizi et son mode de gestion constituent une violation flagrante de la loi et de la coutume? Certainement, car quoi que taillée à la mesure des visées irrédentistes des accords dits de Lemera, l'actuelle Constitution de la République Démocratique du Congo, résultant des Accords de Sun-City et de Prétoria en Afrique du Sud, est sans équivoque sur la Nationalité congolaise : « Est congolais d'origine toute personne appartenant aux groupes ethniques dont les personnes et le territoire constituaient ce qui est devenu le Congo (présentement la République Démocratique du Congo) à l'indépendance » (Art. 10, al.2).

En effet, les termes «indigènes » et «autochtones» étaient interchangeables dans le langage officiel des colons belges. A cette époque (coloniale) déjà les « indigènes du Congo-Belge » étaient distincts et différents des «indigènes du Ruanda-Urundi». Les premiers désignaient « toute personne appartenant aux groupes ethniques dont les personnes et le territoire constituaient ce qui est devenu le Congo (présentement la République Démocratique du Congo) à l'indépendance » tandis que les seconds comprenaient toute personne appartenant aux groupes ethniques dont les personnes et les territoires formaient ce que sont devenus le Rwanda et le Burundi (présentement la République du Rwanda et la République du Burundi) à l'indépendance. Autrement dit, ni les personnes ni les groupes ethniques, ni les territoires du Ruanda-Urundi n'ont jamais constitué ce qui est devenu le Congo à l'indépendance.

B. Du point de vue factuel

Il est avéré que les faits aussi bien que l'histoire nationale, depuis l'époque coloniale, n'ont jamais établi la présence en République Démocratique du Congo, ex-Zaïre, d'une coutume burundaise, quelle qu'elle soit, à la base de l'existence de la chefferie dite des Barundi en territoire d'Uvira, Province du Sud-Kivu, en

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

République Démocratique du Congo. La dénomination Plaine de la Ruzizi est purement congolaise en ce qu'elle devient la Plaine de l'Imbo, sa dénomination burundaise, aussitôt que l'on traverse la rivière Ruzizi en direction du Burundi. Par ailleurs, les Communautés traditionnelles indigènes (autochtones) de la Plaine de la Ruzizi, en l'occurrence les **Bafuliiru et les Bavira**, n'ont jamais été traditionnellement burundaises. Elles, ces mêmes communautés, **ont cessé d'être homogènes** avec l'arrivée postérieure, en territoire sous contrôle belge, des Barundi fuyant leur pays, de peur d'être arrêtés par les Allemands et venus proposer leurs services aux agents de l'Etat Indépendant du Congo Belge (E.I.C.).

C. Du point de vue historique.

Similaire à celle du Rwanda voisin, l'histoire du Burundi est celle d'une monarchie absolue préexistante à la colonisation et dont les frontières sont restées à peu près les mêmes. Le royaume du Burundi était une monarchie de droit divin très structurée, peu ouverte sur l'extérieure. Le seul murundi (burundais) connu sous l'appellation de « mwami », le roi du Burundi, trônait à la tête de la caste aristocratique des Baganwa appartenant souvent à famille royale. L'histoire du Burundi révèle que c'est sous le règne du mwami (roi) Mwezi Gisabo (1850-1908) qu'un poste militaire allemand a été établi à Usumbura (l'actuelle Bujumbura) en 1899 et c'est avec lui qu'a été signé le 6 juin 1903 le traité de Kiganda consacrant la suprématie allemande sur le royaume. Mais « celle-ci fut particulièrement brève, puisqu'elle s'effondra en 1916, en pleine Grande Guerre, devant les troupes venues du Congo Belge voisin. La Société des nations (S.D.N) entérine cette situation et mandate la Belgique pour administrer le Ruanda-Urundi qui va être attaché au Congo belge en 1925 tout en conservant une certaine autonomie ». Cela étant, deux questions se posent : l'une est de savoir depuis quand les Barundi ont eu deux royaumes et deux dynasties royales dont celle de Kinioni, ancien chef des patres de Maconco, lui-même gendre du seul monarque Burundais connu de l'époque en l'occurrence le mwami Mwezi Gisabo? L'autre est d'établir quand et comment l'un des ascendants de Richard Nijimbere, alias Kinyoni III, avait-il été intronisé mwami (roi) selon la coutume et la tradition burundaises?

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

Les sources de l'administration coloniale belge sont unanimes quant à la présence des Barundi dans la Plaine de la Ruzizi contrôlée par les Belges: leur traversée de la Ruzizi est consécutive aux conflits opposant les Allemands au Roi Mwezi Gisabo, d'une part, et ce dernier à son gendre, nommé Maconco, qui régnait sur l'Ouest du royaume, d'autre part. Maconco arrêté, ses partisans dont Kinioni, chef des patres et Rubisha, chef de l'armée, n'avaient pas d'autre choix que de s'échapper avec le bétail et chercher refuge dans la Plaine de la Ruzizi, au Congo-Belge, de peur de subir le sort de leur ancien maître. L'un d'eux, Kinioni, vint proposer ses services aux agents du pays hôte qu'était l'EIC, aujourd'hui République Démocratique du Congo, ex-Zaïre. (Vansina,J.; Le Lieutenant Spiltoir; Chrétien, J.P.; Mwamba Rugendusa; Bosco Muchukiwa; Shimbi K. Katchelewa, et. al.).

Quant à l'érection de la Plaine de la Ruzizi en Secteur, en 1925, de même que sa transformation en Chefferie, en 1928, elles sont toutes deux le fait, non pas d'une quelconque coutume ni conquête, mais plutôt de la seule volonté des agents du pouvoir colonial. Et cela en dépit de la recommandation contraignante de M. LIESNARD, alors Gouverneur de Province du Kivu, de ne plus répéter au Sud Kivu « l'erreur politique commise au Nord Kivu » en « spoliant les autochtones de leurs terres ». Selon lui, « Les immigrés tutsi viendront avec leurs notables, mais devront dépendre politiquement des autorités indigènes du Congo-Belge ... » (...).

Monsieur le Président,

Rappelons ici que les « indigènes du Congo-Belge » dont parle l'ancien Gouverneur du Kivu sont les **Bafuliiru et Bavira** de la Plaine de la Ruzizi, différents et distincts des « indigènes du Ruanda-Urundi » qu'étaient les immigrés tutsis Banyarwanda et Barundi dont Richard Nijimbere, alias Kinyoni III, est un des éléments de cet échantillon. C'est ce que confirme le Belge Lieutenant Spiltoir dans cet extrait de son « Rapport sur l'étude des mœurs politiques indigènes dans la région de Luvungi (Wafulero, Chefferie Lubisha) »: « **Lubisha fut créé chef en 1905 (...). La majeure partie de la population appartient cependant à la race des Wafulero (résidents du pays) ».**

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

Les nuances ici sont claires, Monsieur le Président: d'une part, Lubisha a été **créé chef**, et non **reconnu chef**, d'autre part, **la race des Waffulero (résidents du pays** par opposition aux **Barundi dont Lubisha le chef ainsi créé) formait la majorité**. N'est-ce pas édifiant? Où est la Coutume dans cette « création »? C'est une aberration impardonnable de la part de la soi-disant notabilité signataire d'un document qualifiant de « Collectivité Chefferie » l'entité administrative Plaine de la Ruzizi. Nous comprenons, certes, que leur engagement n'était pas du tout désintéressé.

Paradoxalement, dans leurs prétentions irrédentistes, les pseudo-historiens Burundais et leurs alliés traitres Congolais, falsificateurs des histoires nationales aussi bien de notre pays, la République Démocratique du Congo que celle du Royaume du Burundi -le seul pays dont sont originaires les Barundi du monde-devenu la République du Burundi voisin, ne manquent pas d'imagination. Aussi trouve-t-on au nombre de leurs multiples affabulations une supercherie intitulée « CARTE D'IDENTITE DE LA CHEFFERIE PLAINE DE LA RUZIZI, *CHEFFERIE DES BARUNDI* » et comprenant une utopique lignée dynastique ayant à ses débuts un certain Mwami Ntorogwe I qui régna, on ne sait où, de 1750 à 1770 (Cf. « Lettre Ouverte de la Chefferie de la Plaine » datant du 03 aout 2012 et signée Richard Nijimbere, alias Kinyoni/Kinioni III).

Et pour couper court aux arguties irrédentistes doublées d'élucubrations historiennes de nos voisins Burundais et Rwandais et alliés, nous publions in extenso une partie jugée édifiante de la réaction de notre compatriote Claude Mapenzi (sic) :

« A l'occasion du Centenaire du Musée Royal de l'Afrique Central ; et en appui aux études ethnographiques de la région; Dr Rémy KISHILO et LIC. Frank Michiels, anthropologues de haute notoriété, attestent et persistent très récemment d'ailleurs in « AFRICA MUSEUM TERVUREN », Tervuren 1898-1998, page 111, que « les ethnies locutrices des langues bantoues répertoriées du côté Congo (ex Zaïre) sont :

- Au Nord, les Nande, dénommés également Kondjo ou Shu,

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

-Au sud, les Shi, Havu, Vira, Fulero, Nyindu, les Bwari, Tabwa, Hololo, Bembe, Lega,

- Au centre, les Hunde, Tembo, Lega,

De l'autre côté des Lacs, la région inter lacustre englobe le Rwanda, le Burundi, le Buha (Tanzanie) ainsi qu'une partie de l'Ouganda».

Aux incrédules, nous assurons qu'ils peuvent même fouiller en vain, minutieusement et systématiquement toute la littérature ethnographique existante de la région: nulle part, ils ne trouveront signalée l'existence d'une quelconque organisation politique des Barundi antérieure à 1928 et encore moins la présence de la mystérieuse ethnie des « Banyamulenge » en RD Congo et plus particulièrement dans les territoires d'Uvira, de Mwenga ou de Fizi au Sud-Kivu...

Il est important de signaler ici que l'investiture de Ndagoye intervenue seulement plus tard en 1928 était particulièrement dictée par le souci des colonisateurs-belges d'entamer l'influence et de battre en brèche le prestige du Mwami des Bafuliiru et de celui des Bavira, réputés réfractaires à leurs impositions coloniales.

Par ailleurs, citant les tribus originaires d'Uvira (...), nul ne peut ignorer la présence indéniable des « TWA », communément appelés Pygmées, parmi les occupants (autochtones) les plus anciens et propriétaires terriens de cet espace. Il est bien connu que ce sont ces Twa qui ont accueilli dans leur « Mulenge natal, en collectivité chefferie des Bafuliiru », le groupe des pasteurs immigrés banyarwanda et autres réfugiés tutsi fuyant les guerres d'indépendance au Rwanda. Qui dit mieux? Ce n'est certainement pas la Carte linguistique du Kivu, ci-dessous, dressée en 1954 qui prouverait le contraire!

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

ses terres et qu'elle s'y est installée seule, depuis des millénaires. Il existe beaucoup d'espaces au Congo. Pour quelles raisons deux ethnies se disputeraient-elles le même bout de territoire, à moins d'être une ethnie étrangère, arrivée tardivement au Congo comme c'est le cas avec les Tutsis rwandais et burundais? Au demeurant, tous ceux qui utilisent l'argument ou l'expression minorités ethniques au Congo sont, soit de sombres abrutis, soit de tristes ignorants, soit des Tutsis, soit leurs complices. Historiquement et du point de vue de l'occupation foncière, c'est en effet une absurdité » (in Ces étrangers qui nous dirigent: Extraits de l'analyse de M. Dieudonné Kwebe-Kimpele).

Monsieur le Président,

Voilà donc pourquoi, le changement du statut politico-administratif de la plaine de la Ruzizi au profit des Burundais sur décision de l'autorité coloniale, au mépris total de la coutume des autochtones Bafuliiru et Bavira, est une entorse juridique pure et simple résultant de l'excès de zèle des certains agents de l'administration coloniale belge. Aucune coutume congolaise de l'époque ne pouvait justifier le passage, la transformation des concessions de Rubisha/Lubisha du statut légal de Secteur à celui coutumier de Collectivité. Pareille décision appartient donc à la catégorie des **actes juridiques coloniaux devenus caducs** du fait non seulement de l'accession de notre pays, la République Démocratique du Congo, de ses voisins le Burundi et le Rwanda à l'indépendance mais aussi et surtout en vertu de la Constitution actuelle de la République Démocratique du Congo en son article 10, al.2, du décret-loi 081 du 2 juillet 1998 portant Organisation Territoriale et Administrative de la République Démocratique du Congo en son article 141 et de la loi organique no 08/016 du 16 octobre 2008 portant Composition, Organisation et Fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs Rapports avec l'Etat et les Provinces, en son article 67, définissant respectivement la Nationalité congolaise d'origine et la Chefferie.

D. De la qualité des signataires de l'Acte sous dénonciation

Ce serait une omission très grave de passer sous silence la qualité des soi-disant notables, signataires et complices de cette ignoble trahison qui n'engage que leurs personnes. Il s'agit de :

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

Première catégorie: Les représentants des Collectivités

- ✓ Feu Mwami Ndare Simba, pour la Collectivité des Bafuliiru,
- ✓ Mwami Lenghe Edmond, pour la Collectivité des Bavira,
- ✓ Richard Nijimbere, alias Ndabagoye III Kinyoni I, pour la Collectivité de la Plaine de la Ruzizi.

Deuxième catégorie: La Notabilité

- ✓ Me Moise Nyarugabo (Munyarwanda), Sénateur pour la ville de Kinshasa,
- ✓ Espoir B. Majagira (Fuliiru), Député National élu d'Uvira,
- ✓ Rubota F. Masumbuko (Fuliiru), Député National élu d'Uvira,
- ✓ Justin B. Bitakwira (Fuliiru), Député National élu d'Uvira,
- ✓ Martin M. Bitijula (Fuliiru), ancien Député élu d'Uvira,
- ✓ Benjamin Mukulungu (Lega), Député National élu de Territoire de Shabunda,
- ✓ Énoch Ruberangabo Sebinezza (Munyarwanda), ancien Député National coopté pour sa Communauté,
- ✓ Kiza Muhato, pour la Société civile.

Monsieur le Président,

Contrairement à leurs prétentions, aucun des signataires de ces deux catégories précitées n'a la compétence d'engager la population de la Plaine de la Ruzizi dans cette réunion pour les raisons suivantes:

1. Les deux Chefs des Collectivités des Bafuliiru et des Bavira ne peuvent qu'engager leurs entités coutumières respectives distinctes et différentes de la Plaine de la Ruzizi. Quant à Richard Nijimbere, alias Ndabagoye III Kinyoni I dont les origines allochtones expliquent la remise en cause du bien-fondé et de l'authenticité de son pouvoir traditionnel et coutumier par la population de la Plaine de la Ruzizi, il ne peut en aucun cas représenter une entité dont l'écrasante majorité l'a toujours contesté au risque de se faire passer pour juge et partie au conflit.
2. S'agissant de la composante notabilité, à la rigueur, trois seulement de ses membres, en l'occurrence les honorables députés nationaux élus d'Uvira Bitakwira B. Justin, Majagira B. Espoir et Rubota F. Masumbuko, pourraient s'en réclamer, à juste titre, pour ce qui concerne la Plaine de la Ruzizi, partie intégrante de leur circonscription

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

électorale, qu'est le territoire d'Uvira. Malheureusement à trois sur les six parlementaires et sénateur élus du territoire, leur représentativité est sujette à caution. Ce qui en reste n'est qu'un groupe d'opportunistes de tous bords dont la présence relève d'une confusion délibérément entretenue pour voiler le caractère illégitime de l'Acte. Depuis quand des individus ayant été battus aux élections (cas notamment du Professeur Martin M. Bitijula, de Monsieur Enock R. Sebinezwa et de Monsieur Moise Nyarugabo) peuvent-ils valablement se prévaloir de la représentation d'un électorat qui les a désavoués, en l'occurrence la population de la Plaine de la Ruzizi? En vertu de quel principe démocratiquement acceptable peuvent un sénateur de la ville de Kinshasa et un parlementaire, tous deux issus de la cooptation pour représenter leur communauté Banyarwanda au Sénat et au Parlement, et un député national élu du Territoire de Shabunda peuvent-ils prétendre à la qualité de notables dans la Plaine de la Ruzizi en Territoire d'Uvira? A la rigueur, il aurait été acceptable pour eux de se contenter du rôle de témoins ou d'observateurs!

Monsieur le Président,

Il convient de noter, par ailleurs, qu'outre les deux groupes hétérogènes des complices de l'ignoble trahison, la réunion a connu la participation des dignes fils d'Uvira, notre Territoire, notamment le Comité des Sages Bafuliiru conduit par son Président, Mzee Selemani Bujaga, et les Députés provinciaux élus d'Uvira et réputés mieux placés pour le traitement des questions coutumières et politico-administratives au premier niveau, celui de l'Assemblée Provinciale. Ces deux composantes, auxquelles l'Acte ne fait aucune mention, sont constituées des représentants légitimes du souverain primaire et forment la notabilité authentique de la Plaine de la Ruzizi. Aucun des notables, membres de cette catégorie, n'a apposé sa signature pour cautionner une aussi méprisable délation qu'est l'Acte d'Engagement que nous dénonçons.

C'est pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, et pour bien d'autres que nous n'avons pas eu le temps de développer ici, que nous, **Bafuliiru et Bavira** du Territoire d'Uvira dont fait partie la Collectivité de la Plaine de la Ruzizi, Province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo ex-Zaïre dispersés à travers la diaspora aussi bien au pays qu'à l'étranger:

1. Déclarons **nul et de nullité absolue** l'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITE AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI eu

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

égard aux faits, au droit, aux traditions et coutumes, à l'histoire du Congo et du Ruanda-Urundi ainsi qu'à la qualité des signataires dudit Acte.

2. Réitérons notre **solidarité et notre soutien inconditionnels aux revendications légitimes de nos parents, frères et sœurs congolais et autochtones de la Plaine de la Ruzizi** de voir le statut politico-administratif de leur entité transformé en **Secteur**, son statut politico-administratif à sa création avant 1928, et de voir sa gestion exercée conformément aux lois et règlements en vigueur.
3. Demandons au Président de la République que vous êtes, en votre qualité de garant de la Nation Congolaise, de l'Intégrité du Territoire National, de la Constitution et des Institutions Républicaines héritées de l'Indépendance nationale de veiller à la stricte observation des lois, de l'histoire et des coutumes et traditions nationales de la République Démocratique du Congo, notre Patrie. La recommandation contraignante de M. LIESNARD, alors Gouverneur de Province du Kivu, adressée à ses compatriotes colons Belges selon laquelle: « Nous ne pouvons plus commettre l'erreur politique commise au Nord Kivu. Les immigrants tutsi viendront avec leurs notables, mais devront **dépendre politiquement des autorités indigènes** du Congo-Belge. Nous ne pouvons spolier les autochtones de leurs terres... » n'est ni un des « actes de xénophobie et de haine ethnique » ni un des « actes d'entraves à l'exercice du pouvoir coutumier, ainsi qu'à la circulation des personnes et des biens » comme le prétendent sans scrupules les Députés élus d'Uvira, concepteurs et signataires de l'ignoble Acte. Bien au contraire, les propos de ce haut fonctionnaire de la colonisation Belge rendant leur auteur plus patriote congolais que les trois parlementaires élus d'Uvira et leurs complices, devraient servir de guide à la création des nouvelles entités politico-administratives sur l'ensemble de la République Démocratique du Congo. Ces députés aussi bien que « tous ceux qui utilisent l'argument ou l'expression **minorités ethniques** au Congo sont, soit de sombres abrutis, soit de tristes ignorants, soit des Tutsis, soit leurs complices. Historiquement et du point de vue de l'occupation foncière, c'est en effet une absurdité ».
4. Il vous souviendra, Monsieur le Président, qu'en marge de la Conférence de Goma de 2008 sur la Paix, la Sécurité et le Développement à la date du 15 janvier 2008

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

vous avez reçu la Représentation de la Communauté Fuliiru à cette Conférence pour échanger des vues sur les déclarations des Représentants Fuliiru en plénières des 12 et 14 janvier 2008. Étaient également présents le Ministre en charge de l'Administration Centrale et Affaires Intérieures ainsi que les Président et Vice-Président du Comité des Sages de la même Conférence. A cette occasion déjà, des propositions concrètes considérées comme solutions idéales et durables aux troubles récurrentes consécutives au statut et à la gestion actuels de la Collectivité Plaine de la Ruzizi vous avaient été présentées sur demande expresse du Comité des Sages de cette Conférence de Goma parmi lesquelles se trouve « **la transformation de cette entité en Secteur** ». Pareille proposition trouve son fondement dans les faits que :

- a. Elle est une option déjà levée par les plénières des organes délibérants de la base, en l'occurrence l'Assemblée Provinciale du Sud-Kivu, à l'époque et le Conseil de Collectivité de la Plaine de la Ruzizi.
- b. L'administration extra-coutumière de la Plaine de la Ruzizi s'explique du fait de son hétérogénéité tribale constituée d'une large majorité Fuliiru, des Vira, des Bembe, des Shi, des Lega, des Banya-Rwanda auto-proclamés « Banyamulenge » et d'une infime minorité Banya-Burundi dont est descendant le pseudo-mwami Richard Nijimbere, alias Kinyoni II.
- c. Raisonnablement, ce faisant, il n'y aurait rien de plus légitime, de plus légal et de plus représentative que de reconnaître à cette population hétérogène de la plaine de la Ruzizi le droit de se choisir librement et démocratiquement ses dirigeants conformément aux lois, traditions et coutumes en vigueur en République Démocratique du Congo- Zaïre.
- d. Enfin que reste-t-il encore réellement de cette entité dès lors que ses centres les plus importants et qui en constituent les trois quarts ont déjà été érigés en Cités de Sange, Kagando et Kavimvira par Ordonnances présidentielles?


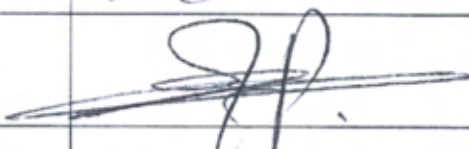
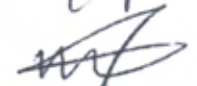
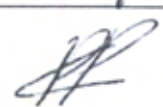
Convaincus que les raisons factuelles, coutumières, constitutionnelles et légales ci-haut détaillées sont des arguments suffisamment valables qui vous permettront de faire preuve de loyauté et de fidélité dans l'observation du serment solennel que vous avez prêté devant Dieu, la Cour Suprême de la Justice, la Nation Congolaise

**REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN
RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).**



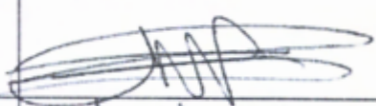

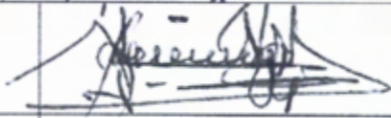

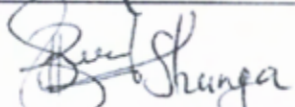
toute entière et le Monde de défendre la Constitution et les lois de la République, de maintenir son indépendance et l'intégrité de son territoire en fidèle serviteur du peuple Congolais, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments patriotiques et celle de notre respectueuse considération.


Les signataires Bafuliiru et Bavira

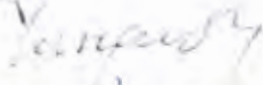
CANADA-USA

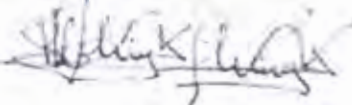
Prénoms	Noms	Signatures
SUMBU	ASSANI	
Kahasa	Jean-pierre	
Ndika	Jean-louis	
MUTHINDANI	Yves	


**REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN
RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).**

Forticho	Guillaïne	
M'Bezi	Eeden	
A Bemba	Joolith.	
Bishikwabo	Fulha	
NGUYA	BAKWANGI	
KAZONGWE	Olivier	
BILLY	Kashunga	

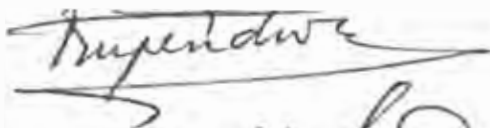
ALTANI, NGURWE 

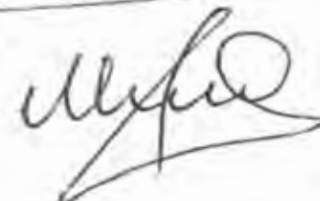
LUNGWE M. HABANI 

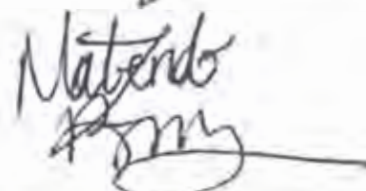
LUNGWE J. KALENGA 


Augustin Babunga | Lancaster, PA, USA |  05 mars 2013.

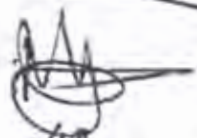
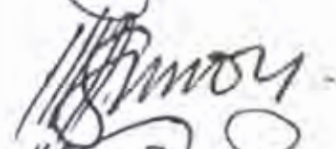
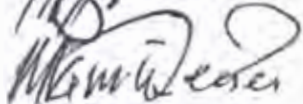
REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN
RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).


KANENA MUPENDWA 

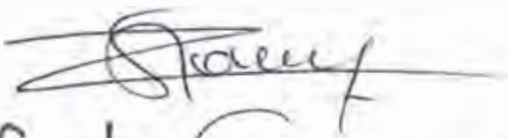
MATABISHI NDASUBIZWA 


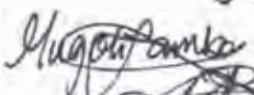

MATENDO BIKUMBANIA
BITAHWA MUJEMBERE 

TUGAKIRA NONO 

Ether Mabendo 
Aruna Samba 
MAPATO KIDOGÉ 

NOVA N. MUSAFIRI 

Yvonne Saiba 

Mwene Nabulizi Samba 
Mugoli Samba 
Fadhili Samba 

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN
RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

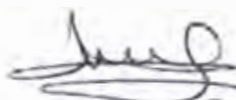
KENAS KISIMA

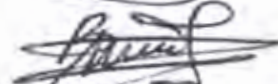


Narugano Masumbuko Maw

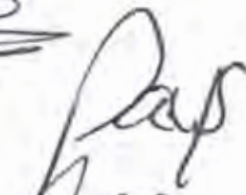
Janviere KIDOGG

BAHAÏ - PACIFIQUE

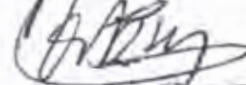




PAYA Patrick R.



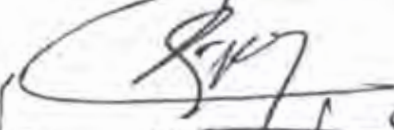
William Ruthaka




NABINDU WILLIAM



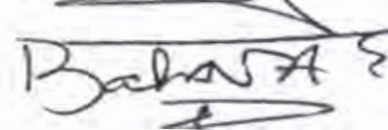
Justin MATERANIA



Shandakwa Gamba



EMMANUEL NODO


Bahá'í

**REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN
RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).**

Kasimbira Manassé
SHEKANENA SAMUEL



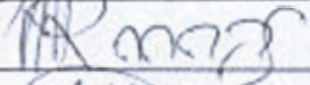
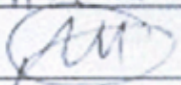
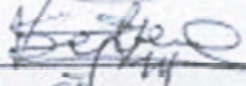

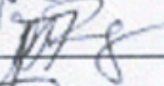

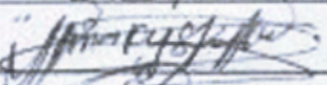
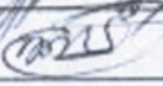
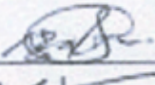
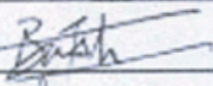
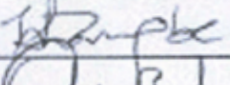
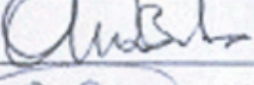
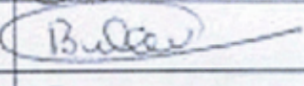
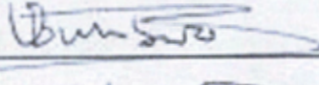
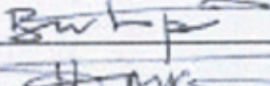
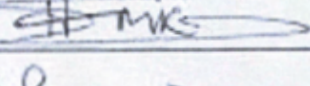
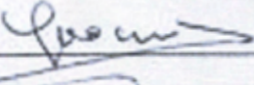

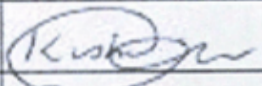
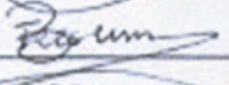
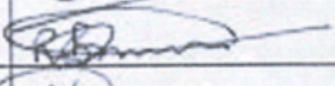
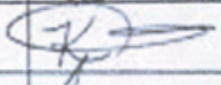

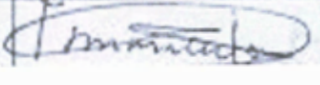
Kasram
Samuel

William MUYUKU
Louis SHERU F.
Sheida Nyota
TENAZI JUSTIN

William MUYUKU
Louis SHERU F.
Sheida Nyota
Justin

AFRIQUE DU SUD

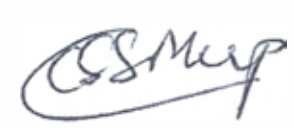
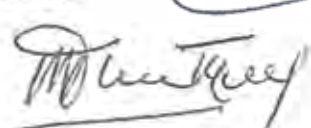

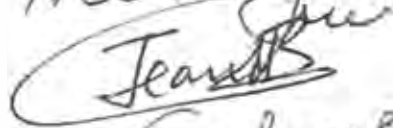
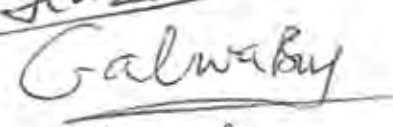

**REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN
RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).**

JACQUES KIKONGA	
MUTIRIRO MBINGA	
JACQUES - KIKOTYD	
JONAS - KIBA	
VITA SELEMANI	
ADURUN IBRAHIM	
RASHID NONGOS	
BAWILI ASANI NGULWE	
MAKIS MASUMBUKO	
PRINCE KIKA TSHOMBE	
ALINE LUTONDE BURUBWA	
BASIMISE TSHOMBE	
ZIGASHANE TSHOMBE	
GILBERT BURUBWA	
CLOVIS BURUBWA	
LENI BURUBWA	
BUTOTO PENDA	
OUTANDA KONGOLO HERITIER	
YVONNE MURATWANABO	
GIDEON MANN KANANIRO	
KISHALE TAMA	
BITYOZO TRESSA	
REMI RUSEGURA	
KAGYWA KARBE	
JULES BUYONDE	
KIGABI KANANIRO	

**REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN
RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).**

EUROPE - AUSTRALIE

RURUKUYE MASTAKY 
Radjabu Ramadhani 

Masumbuko A Mupendwa 
PIERRE MATATE 
Ngamata Nicholas 
Buhendwa Jeanot 
Basi mise galuga 
Jean-Pierre Matate 

REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).

ANNEXES

Bosco Muchukiwa, *Territoires ethniques et territoires étatiques : pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud-Kivu (R.D. Congo)*, Paris : Éd. L'Harmattan, 2006, p. 13.

Bosco Muchukiwa, *Pouvoirs locaux et contestations populaires dans le Territoire d'Uvira au Sud- Kivu de 1961 à 2004*. Thèse de doctorat présentée à l'Institut de politique et gestion du développement, Université d'Anvers, Anvers 2004, p.39.

Chrétien, J.-P., « *Mwezi Gisabo et le maintien d'une fragile indépendance du Burundi* », dans Julien, A. et Cocquery Vidrovitch, *Les Africains*, Paris : JA, Tome II, 1971, pp. 272-275.

Constitution de la République Démocratique du Congo » in Journal Officiel de la République Démocratique du Congo, numéro spéciale, 47^e année, Kinshasa-18 février 2006.

Décret-Loi 081 du 2 juillet 1998 portant organisation territoriale et administrative de la République Démocratique du Congo. In [www.leganet.cd/.../droit_public.htm-Congo\(DRC\)](http://www.leganet.cd/.../droit_public.htm-Congo(DRC))

Le Lieutenant Spiltoir, « Rapport sur l'étude des mœurs politiques indigènes dans la région de Luvungi (Waffulero, Chefferie Lubisha) », in Documents relatifs à l'ancien District du Kivu : 1900-1922, Documents No 65, Archives de la Sous-Région du Sud-Kivu.

Loi organique no 08/016 du 07 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs rapports avec l'État et les Provinces. In [www.leganet.cd/.../droit_public.htm-Congo\(DRC\)](http://www.leganet.cd/.../droit_public.htm-Congo(DRC))

Mwamba Rugendusa. *Essai d'étude sur la légitimité du pouvoir coutumier dans la Collectivité Plaine de la Ruzizi, de 1928 à nos jours*. Travail de fin de Cycle

**REQUISITOIRE CONTRE L'ACTE D'ENGAGEMENT PRIS PAR LA NOTABILITÉ EN
RAPPORT AVEC LA SITUATION DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI (RDC).**

de graduat présenté à la Faculté des sciences sociales, administratives et politiques, Département des sciences politiques, Université de Lubumbashi, 1986, p. 28.

Shimbi K. Katchelewa. *L'Est du Congo-Zaïre : Uvira, aux sources d'une conscience rebelle*. Montréal : Éd. Les Cinq Continents, 2001, p. 113.

Vansina, J. *Introduction à l'ethnographie du Congo*, Bruxelles : Ed. du CRISP, 1966, p. 202.

www.larousse.fr/encyclopedie/pays/burundi/110615